

Liquidateurs de Tchernobyl en Ukraine: du sacrifice à l'oubli

Description

26 ans après le drame de Tchernobyl, des dizaines de milliers de liquidateurs, ces personnes employées à fermer la centrale nucléaire, ne reçoivent qu'une aide très limitée de l'État. Les plans du gouvernement ukrainien de diminuer ces aides ont suscité un mouvement de contestation. Misère, pressions policières, désespoir: les liquidateurs ont du mal à survivre et s'organisent pour le faire savoir.

Aux abords de la gare routière sud de Donetsk, un monument singulier en forme de cloche se dresse, froid et imposant. La cloche, c'est celle de la mémoire éternelle. À son sommet, une sculpture d'oiseaux dévorés par des flammes rappelle la souffrance de la nation. Érigé en 2006, à l'occasion des vingt ans de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, le mémorial est tout particulièrement dédié aux quelque 8 000 « liquidateurs » de Donetsk, un des plus gros contingents de « l'armée » qui a pris part à la « bataille de Tchernobyl ».



OLYMPUS DIGITAL CAMERA

Les « liquidateurs », ce sont des centaines de milliers de citoyens soviétiques, ingénieurs, soldats, policiers, mineurs, ouvriers et autres qui ont été mobilisés, bon gré, mal gré, pour stopper les réacteurs de la centrale de Tchernobyl. Pendant plus de huit mois à partir de la fin avril 1986, plus de 600 000 personnes, dépêchées de toute l'URSS, se succèdent sur place et parviennent à endiguer la contamination. Même s'il reste difficile d'appréhender l'immensité du désastre dans sa totalité, on sait que l'explosion du réacteur n°4 de la centrale et la contagion radioactive qui s'en est suivie ont affecté plusieurs millions de personnes à travers l'Europe, et en premier lieu les populations vivant aux abords de Tchernobyl. Le Comité scientifique des Nations unies sur les Effets de la radiation atomique (UNSCEAR) a estimé qu'en plus des 57 décès survenus dans les premiers jours de la contamination, le nombre de cas de cancers, notamment de la thyroïde, parmi les populations les plus exposées aux radiations, avait augmenté « anormalement » d'environ 4 000[1]. En tout, 135 000 personnes ont été déplacées.

Parmi les victimes les plus touchées, les liquidateurs sont une catégorie particulièrement fragile. L'URSS agonisante les avait certes élevés au rang de héros de la nation et leur avait accordé une série d'avantages compensatoires, tels que des pensions d'invalidité, des logements de fonction dans certains cas ou des accès facilités à des soins de santé. Près de trois décennies plus tard, les États successeurs de l'implosion de l'Union soviétique leur ont réservé des traitements moins accommodants, et qui vont en se détériorant.

Une situation précaire

En Ukraine, on compte environ 300 000 vétérans de la liquidation de Tchernobyl. Ils survivent difficilement avec des aides sociales de misère. Svitlana Protsyk, la directrice du Comité des enfants de Tchernobyl, connaît de près la situation des liquidateurs et leurs difficultés. « Ces personnes ont perdu la santé mais n'y ont gagné que très peu de compensations. Mon mari était liquidateur. Maintenant il est malade, invalide, il ne bouge plus de son lit depuis des années. Il est au rang le plus élevé d'invalidité et touche donc le niveau de retraite maximal: il reçoit 220 euros par mois. On doit voir des docteurs trois fois par mois et acheter des médicaments pour le cerveau: on y dépense 200 euros. Il existe un centre de réhabilitation pas loin, avec équipements modernes et assistance efficace, mais ça coûte 1 200 euros d'y aller. On ne peut pas se l'offrir »[2].

L'Union de Tchernobyl-Ukraine est la principale organisation de représentation des liquidateurs auprès des autorités ukrainiennes. Née à Kharkiv au début des années 1990, elle coordonne leurs revendications et actions à travers tout le

pays. L'oblast de Kharkiv avait à l'époque fourni environ 13 000 liquidateurs. Dans le même temps, des milliers de réfugiés avaient été déplacés dans la région, et des villages entiers avaient été créés pour les accueillir. La situation est loin d'y être reluisante. Anatoliy Vinnik, délégué régional de l'Union, explique que beaucoup a déjà été fait, et que certains de ces nouveaux villages bénéficient de meilleures conditions de vie que des localités plus anciennes[3].

Néanmoins, des questions fondamentales restent en suspens depuis des années. Le village de Volchansk, au nord de l'oblast, a accueilli des centaines de réfugiés fuyant la ville de Vilcha, située dans la zone la plus touchée par le nuage radioactif. Depuis lors, l'emploi fait toujours défaut, l'alimentation en eau et électricité n'est pas garantie à 100 %, les services d'aide aux handicapés extrêmement déficients, et on peine à établir une liaison d'ambulances fiable pour relier le village à l'hôpital le plus proche.

Pour parler de ces problèmes, A. Vinnik, représentant d'une organisation non-gouvernementale, est assis dans son bureau, sous un portrait du président Viktor Ianoukovitch. Il exhibe fièrement son uniforme de policier, ses médailles d'ancien liquidateur, et son insigne de membre du conseil régional. Derrière une loyauté apparemment indéfectible au pouvoir en place, il ne peut cependant cacher une certaine amertume quant à la situation. « *Tchernobyl est une blessure que nous portons dans nos chairs. Le taux de mortalité des liquidateurs est 4 fois plus élevé que celui du reste de la population. Nous sommes comme des vétérans de guerre, comment nous sommes-nous retrouvés dans cette situation ? Nous ne demandons pas de privilèges extraordinaires, mais seulement ce qui nous est garanti par la loi* ».

Des vétérans à l'assaut du Parlement

Les difficultés semblent généralisées, et certains montrent moins de pondération qu'A. Vinnik face à la politique du gouvernement de Mykola Azarov. À l'automne 2011, ce dernier annonça un plan de réduction des pensions de retraite et des aides versées aux liquidateurs, sur fond de crise budgétaire et de pressions du FMI pour réduire les dépenses de l'État. L'initiative s'inscrit en porte-à-faux avec la jurisprudence des plus hautes instances juridiques du pays, qui avaient garanti au fil des ans un certain nombre d'avantages aux liquidateurs.

La colère gronde vite et envahit les rues. Début novembre à Kiev, des centaines de liquidateurs, alliés à des vétérans de la guerre d'Afghanistan, eux aussi touchés par les mesures de restriction du gouvernement, mettent à bas une palissade protégeant l'entrée de la *Verkhovna Rada* (Parlement) et tentent de prendre le bâtiment d'assaut. En décembre, un sit-in à Donetsk vire au drame : un liquidateur meurt des suites d'une descente de police, un autre d'une crise cardiaque. Début 2012, c'est à Kharkiv que le mouvement se déplace. Des manifestations quotidiennes se sont tenues dans les rues de la ville, avant que la vague de froid ne contraigne les manifestants, âgés et fragiles, à interrompre leurs actions.

Volodymyr Proskurin est le dirigeant de la nouvelle Alliance des vétérans de Tchernobyl, et organisateur de la dernière vague de protestations à Kharkiv. Pour lui, ces actions démontrent un désespoir patent. « *Je tiens à préciser que ces dernières années, dans les cas où la loi n'était pas respectée, les liquidateurs s'adressaient à la justice. Les tribunaux rendaient leurs décisions et celles-ci étaient respectées. Mais avec l'arrivée au pouvoir du Président Ianoukovitch, le gouvernement a commencé à ne pas respecter les jugements des tribunaux. Il y a des milliers de cas comme ça. De même, nous estimons que certains chefs des organisations de Tchernobyl ont trahi les intérêts de la plupart des liquidateurs et sont devenus comme des porte-paroles du gouvernement* »[4].

Pressions, intimidations et divisions

Dans la ligne de mire du chef des vétérans, l'Union de Tchernobyl-Ukraine. V. Proskurin et ses proches collaborateurs en ont longtemps fait partie, avant d'être visés par des pressions policières et intimidations qui les ont évincés de l'organisation, fin 2011. Alors que de nombreux membres de l'Union de Tchernobyl-Ukraine en critiquaient le président, Yuri Andreyev, et cherchaient à le destituer, plusieurs se sont retrouvés emprisonnés, certains pour plusieurs semaines, et accusés d'avoir falsifié leurs certificats de liquidateurs[5]. V. Proskurin dénonce une complicité de la direction de l'Union avec les forces de police dans les pressions dont il a été victime.

À Kharkiv, ils comptent sur le soutien de Yevhen Zakharov, directeur du Groupe pour la protection des droits de l'homme de Kharkiv. Un temps pressenti pour être élu Commissaire pour les droits de l'homme à la *Verkhovna Rada*, il se veut

non-partisan, tout en dénonçant une stratégie du pouvoir exécutif pour faire taire une grogne généralisée qui monte en Ukraine contre la politique du président V. Ianoukovitch. « *Le gouvernement croit que de cette manière il est possible de contrer le mouvement de Tchernobyl. Aujourd'hui, il y a de nombreuses protestations séparées les unes des autres: les enseignants, les agriculteurs, les vétérinaires, les étudiants, les vétérans de l'Afghanistan, les orphelins de guerre, et d'autres encore. Mais si ces manifestations se regroupaient, cela donnerait quelque chose de très sérieux* »[6].

Pour le mouvement dissident des liquidateurs, le temps de la négociation est passé ; la solution est dans la lutte. À la fois par des manifestations et sit-in, qui reprendront probablement avec l'arrivée du printemps et les commémorations de la catastrophe de Tchernobyl en avril, mais aussi par le biais d'une série de poursuites judiciaires, lancées en Ukraine et à l'étranger. V. Proskurin a ainsi reçu le soutien de François Zimeray, ambassadeur de France pour les droits de l'Homme, lors de sa visite à Kharkiv les 18 et 19 janvier 2012. Une fois tous les recours juridiques épuisés en Ukraine, il compte bien se référer à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

Redoux printanier ou accalmie électorale ?

Pour l'heure, le gouvernement tente de calmer le jeu à l'approche des élections législatives d'octobre 2012. Des poursuites en justice contre certains liquidateurs proches de V. Proskurin ont été abandonnées début février. Quant aux plans de réduction des pensions et aides, ils ont été mis en sourdine. Et début mars, le Président V. Ianoukovitch a annoncé un vaste effort dans le domaine social, faisant des retraites et de la solidarité des thèmes majeurs de la campagne. Le niveau minimal des retraites devrait être augmenté en 2013, pour atteindre environ 100 euros par mois. Les pensions des vétérans de guerre devraient bientôt augmenter de 30 à 50 %. Celles des liquidateurs pourraient suivre sous peu. Le gouvernement n'a pas pour autant annoncé d'où serait tiré l'argent pour financer cette politique sociale, et l'incertitude demeure quant à sa faisabilité.

Un quart de siècle après la catastrophe de Tchernobyl, l'Ukraine est aujourd'hui reconnue comme experte d'office en matière de sécurité nucléaire et de gestion des accidents majeurs, après les épreuves que le pays a traversées. À la suite de la dramatique contamination radioactive autour de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon, Kiev a été prompt à dépêcher des experts pour fournir assistance et conseils. Ironie de l'histoire, Tchernobyl serait ainsi devenu un outil de prestige international. De même, il semble que les anciens liquidateurs sont aujourd'hui, bon gré, mal gré, des instruments de politique intérieure.

Par Sébastien GOBERT

Notes :

[1] Sur cette question, voir : UNSCEAR 2008, « UNSCEAR's assessments of the radiation effects », <http://www.unscear.org/unscear/en/chernobyl.html>.

[2] Entretien réalisé à Kiev, le 10 février 2012.

[3] Entretien réalisé à Kharkiv, le 15 février 2012.

[4] Entretien réalisé à Kharkiv, le 15 février 2012.

[5] À titre d'exemple, le témoignage de V. Proskurin corroboré par des sources officielles est parlant. Le 16 décembre 2011, au matin d'une importante conférence de l'Union de Tchernobyl-Ukraine, V. Proskurin et son proche collaborateur Petro Prokopenko ont été arrêtés par la police, séquestrés et interrogés pendant près de 24 heures. D'une santé fragile, ils ont été tous deux conduits à l'hôpital le 17 décembre avant d'être relâchés. Mais après la conférence de l'Alliance. Les enquêteurs les soupçonnaient d'avoir falsifié leurs certificats de liquidateur, dont l'authenticité a été reconnue seulement en janvier dans le cas de V. Proskurin, et début mars dans le cas de P. Prolopenko.

[6] Entretien réalisé à Kharkiv, le 14 février 2012.

Vignette : Monument aux liquidateurs à Donetsk (Ukraine), © www.ui.ua/



Retour en haut de page

date créée

01/04/2012

Champs de Méta**Auteur-article** : Sébastien GOBERT